

jamais parvenu à convaincre les chasseurs de sorcières de Tokyo et de Washington de sa bonne foi.

Le Canada n'avait fourni d'hommes ni pour la conquête, ni pour l'occupation du Japon et sa diplomatie était axée sur l'Europe. Il avait relativement peu d'intérêt, et encore moins d'influence, en ce qui a trait à l'édification de la politique d'occupation au Japon. Il était compréhensible, par conséquent, qu'une part importante des rapports de Norman consistait simplement en des comptes rendus de conversations avec des personnes influentes, notamment le commandant suprême. La situation changea avec l'invasion de la Corée du Sud pendant la dernière année de l'affectation de Norman au Japon. En effet, il a alors été autorisé presque d'emblée à placer deux destroyers sous le commandement du nouveau commandant des Nations Unies, le général MacArthur, et ses collègues des Affaires extérieures à New York ont pris une part très active à l'édification de la politique coréenne de l'ONU. Norman a su établir un bon rapport avec le représentant du secrétaire-général de l'ONU pour l'Extrême-Orient, ainsi qu'avec le commandant des forces britanniques. Ses télégrammes au sujet des combats se firent de plus en plus sombres et il se mit à déplorer le fait que, à Tokyo, les pourparlers de guerre tendaient maintenant à dominer le discours démocratique. Comme il le rapporta lui-même, plusieurs semblaient attendre une troisième guerre mondiale à tout moment et personne ne s'intéressait à une planification de la paix à long terme. Rien ne semblait présager autre chose qu'un engagement total à l'égard du plan collectif de sécurité en Corée, mais, à l'instar de la plupart des autres Canadiens, Norman se montra très critique à l'égard de la décision de MacArthur de franchir le 38<sup>e</sup> parallèle jusqu'à cette frontière avec la Chine qui était constituée par la rivière Yalu.

À partir de son rappel, en octobre 1950, Norman est devenu un homme en proie aux attaques de ses détracteurs et constamment habité par la crainte. Bien qu'il ait été lavé de tout soupçon et que la GRC lui eut accordé son visa d'autorisation de sécurité pour les activités spéciales (AS), c'est-à-dire une cote de sécurité supérieure à "très secret", Norman mettait la haute direction des Affaires extérieures dans une situation délicate. En effet, bien que convaincue pour sa part de la loyauté de Norman, elle craignait que les Américains et, éventuellement, les Britanniques n'en continuent pas moins de nourrir des doutes à son égard. Dépourvu de la confiance des alliés et, par conséquent, privé d'accès à certains documents classifiés, son utilité était limitée. Plusieurs auteurs, notamment les professeurs Barros et Jack Granatstein (64), se disent surpris que Norman accède si rapidement à la direction de cette instance diplomatique "si sensible et si stratégique" qu'est la Division de l'Amérique et de l'Extrême-Orient, et Barros voit plus qu'une simple coïncidence dans le fait que son homologue londonien soit